

et relative à la question d'une aide et d'une assistance additionnelle aux pays des Antilles membres du Commonwealth. Le très honorable M. Barrow a annoncé récemment qu'il y aurait une augmentation de l'aide fournie en vertu des programmes d'assistance. Le secrétaire d'État songerait-il à accorder plus d'aide à nos amis et partenaires du Commonwealth des régions voisines de l'Amérique du Nord?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je répondrai dans l'affirmative au chef de l'opposition. Le gouvernement étudiera, étudie présentement de vrais-je dire, cette question.

LES NATIONS UNIES

LA RHODÉSIE DU SUD—RÉSOLUTION RELATIVE À L'ENVOI D'ARMES PAR LA GRANDE-BRETAGNE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je pourrais peut-être profiter de cette occasion pour parler d'une question qui m'a été posée hier par le chef de l'opposition, au sujet d'un projet de résolution des Nations Unies tendant à l'envoi d'armes en Rhodésie du Sud. L'honorable député de Burnaby-Coquitlam s'est également enquis à ce sujet. Les parrains du projet de résolution étaient 41 représentants africains ou asiatiques, outre ceux de la Jamaïque, de la Trinité, de Tobago et de la Yougoslavie. Je me demande si l'honorable député consentirait à ce que je dépose la liste des parrains, en raison de sa longueur, afin d'épargner le temps de la Chambre?

Des voix: Entendu!

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

ON DEMANDE DE CONVOQUER LE COMITÉ DE L'AGRICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Je désire poser une question au secrétaire d'État. Étant donné la décision de monsieur l'Orateur, d'après laquelle il appartient au gouvernement de convoquer les comités permanents de la Chambre, le gouvernement prendra-t-il immédiatement des mesures pour convoquer le comité de l'agriculture et de la colonisation?

L'hon. J. W. Pickersgill (secrétaire d'État): Si j'ai bien compris, Votre Honneur a indiqué que c'est le whip en chef qui a l'habitude de faire cela, lui qui, après tout, n'est pas membre du gouvernement. J'ai conféré avec le whip en chef, et il fait son possible pour que la chose se réalise aussi rapidement que possible.

(Plus tard)

Pourrais-je ajouter quelques mots à la réponse que j'ai donnée au député de Burnaby-Coquitlam? On m'informe maintenant qu'une réunion a eu lieu aujourd'hui à deux heures, soit exactement ce que demandait l'honorable représentant.

M. Douglas: Une question supplémentaire. Le gouvernement serait-il prêt à demander à la Chambre de déférer à ce comité toute la question des prix du pain, de la farine et du blé au Canada?

L'hon. M. Pickersgill: C'est une question que le gouvernement devra étudier. Je ne saurais m'engager au nom du gouvernement avant de l'avoir consulté, mais je serai heureux d'en discuter avec mes collègues.

(Plus tard)

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État en sa qualité de leader de la Chambre. Ma question se rattache à la déclaration qu'il a faite aujourd'hui. Sait-il que le comité de l'agriculture et de la colonisation a tenu, à 2 heures cet après-midi, une séance que j'avais convoquée et que ce comité a élu un président et un vice-président, a adopté une motion visant à faire imprimer ses délibérations et a abordé l'étude d'autres questions importantes?

L'hon. M. Pickersgill: J'ai su, monsieur l'Orateur, que cette réunion avait eu lieu, et je félicite l'honorable député de son esprit d'initiative.

EXAMEN, POUR LE COMITÉ, DES BILLS
C-83 ET C-84

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État à la suite de celle qu'a formulée le député de Burnaby-Coquitlam. Le ministre pourrait-il faire savoir à la Chambre quand sera institué le comité chargé d'étudier les bills C-83 et C-84, en conformité de l'engagement qu'il a pris envers la Chambre le 8 juillet?

L'hon. J. W. Pickersgill (secrétaire d'État): Je ferai volontiers une déclaration à ce sujet. Le député de Lapointe a bien voulu m'assurer l'autre jour—et je suis sûr qu'il ne considérera pas ceci comme un abus de confiance—qu'à son avis, il était inutile d'instituer un comité avant l'étape de la deuxième lecture des bills. Il a signalé, en outre, qu'en ce qui les concernait, lui et ses amis, ils étaient tout disposés à procéder à la deuxième lecture des bills en question dès que le gouvernement en ferait l'appel.